

Société | Emploi des cadres : une dynamique régionale solide



13 830 à 14 990, c'est le nombre de cadres qui devraient être recrutés en Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2019 selon les derniers chiffres de l'enquête annuelle de l'association pour l'emploi des cadres, Apec, révélés ce mercredi 20 février. On y découvre une région particulièrement dynamique puisque cette fourchette reste, selon les données comparatives des autres régions, la plus élevée de France. Surtout, ces indicateurs permettent de révéler les ressorts d'une dynamique d'emploi et d'une attractivité régionale toujours présentes, notamment dans le privé malgré un secteur public en repli. Analyse des principaux chiffres à retenir.

"Lame de fond structurelle"

Comme chaque année, l'association pour l'emploi des cadres, l'Apec, dresse un [bilan 2018](#) du recrutement de cadres, à la fois au niveau national et régional. Les chiffres qu'elle publie sont souvent un bon indicateur pour connaître la vitalité économique d'un territoire. Cette enquête, réalisée par l'Apec auprès de 931 entreprises du secteur privé en Nouvelle-Aquitaine employant 80 800 salariés dont 10 100 cadres, permet de voir se dégager quelques tendances économiques fortes. La première, ce sont des recrutements qui progressent toujours et calés sur la tendance nationale (+11%) : 9940 recrutements en 2016 contre 13 170 en 2018. Le volume d'embauche avoisine quasiment les prévisions de l'Apec en fourchette haute effectuées l'an passé (pour un volume prévisionnel qui s'établissait alors à 13 510 embauches). Concernant la création nette d'emplois de cadres, elle se situe régionalement à 4380 nouveaux postes créés en 2018 : 13 170 en CDI et CDD d'un an et plus, 4070 promotions de non-cadres (+4%), chiffres auxquels il faut soustraire les 12 860 sorties par démission, licenciement ou départs à la retraite, plus forts en Nouvelle-Aquitaine (15%) qu'en France (+4%).

Les données de l'Apec livrent aussi des précisions sur les secteurs d'activité les plus concernés par cette augmentation de l'effectif régional (+1,9% par rapport à 2017), moins forte que dans l'hexagone (+2,1% sur la même période). Pour la déléguée régionale de l'Apec, Danielle Sancier, cette différence s'explique par le fait que "les promotions au statut de cadre dans notre région sont relativement faibles (+4%) puisqu'au niveau national la progression a été de 11%. Une des explications est vraisemblablement la taille des entreprises. On a quand même un tissu majoritairement composé de TPE/PME/PMI dans lesquelles, certes, la mobilité se fait mais pas aussi

facilement que dans les bassins d'emplois dans lesquels il y a beaucoup d'entreprises de taille intermédiaire". La responsable parle ainsi, de manière plus globale, d'un bilan 2018 "plutôt positif. Il y a une tendance de fond qui fait que le recrutement des cadres évolue de façon structurelle et qu'il est peu impacté par la conjoncture, tant qu'il n'y a pas de très gros aléas qui provoqueraient un revirement ou une chute très forte. Le taux de chômage tourne autour de 3,8% (contre 8,8% de taux de chômage général au quatrième trimestre). C'est une lame de fond structurelle et non pas conjoncturelle".

Optimisme croissant

Pour 2019, l'association se montre encore plus optimiste que les années précédentes. Elle prévoit en effet entre 13 830 (+5%) et 14 990 (+14%) recrutements en région (sixième position française avec toutefois une région île-de-France logiquement loin devant). Ces deux fourchettes sont plus élevées qu'au niveau national (+2% pour la fourchette basse, +10% pour la fourchette haute). Les cadres ayant cinq à dix ans d'expérience sont les plus recherchés, même si l'agence note que "les débutants pourraient, eux aussi, profiter d'un marché particulièrement porteur" puisqu'ils seraient entre 2400 et 2700 à décrocher un poste. Mieux : en Nouvelle-Aquitaine, 12% des entreprises envisagent d'accroître leur effectif de cadres et 85% de le maintenir au même niveau, ce qui peut être traduit par un niveau de confiance relativement élevé, même si tous les territoires ne sont évidemment pas égaux. Sans surprise, la région Aquitaine (10510 recrutements en fourchette haute) reste particulièrement dynamique, assez loin devant Poitou-Charentes (3620) et Limousin (860). Concernant la part des entreprises prévoyant de créer des postes, la Gironde se démarque assez largement (18% prévoient d'augmenter leur effectif de cadre), notamment, selon Danielle Sancier, grâce à une métropole bordelaise fortement représentative dans ces tendances de recrutement pour l'industrie, notamment grâce au secteur de l'aéronautique et de ses sous-traitants". Suivent le Lot-et-Garonne et la Vienne (13%), les Deux-Sèvres et les Pyrénées Atlantiques (11%), les deux Charentes (10%), la Corrèze et la Dordogne (9%) plus dynamique que les années précédentes ou encore la Creuse et la Haute-Vienne (5%), seules zones dans lesquelles la diminution prévisionnelle (6%) est plus importante que l'augmentation.

Concernant les secteurs d'activité, on peut voir que les fonctions commerciales, études/recherche et développement et informatique devraient se partager une part importante du marché en 2019. Les services restent le secteur le plus représenté en Nouvelle-Aquitaine avec 63% des embauches prévues (contre 72% en France), loin devant l'industrie qui tire tout de même son épingle du jeu (20% contre 15%), tout comme le commerce (11% contre 8%) et, dans une moindre mesure, le BTP (6% contre 5%). Des chiffres nuancés par la dernière enquête de conjoncture de la Banque de France, qui fait état d'un ralentissement de l'activité des services (notamment dans l'intérim, même si la Nouvelle-Aquitaine semble épargnée ou l'hébergement-restauration) et des effectifs qui croissent "à un rythme moins soutenu", tous types de postes confondus. Enfin, l'étude de l'Apec permet de noter que les postes de cadre dans l'informatique sont moins recherchés en Nouvelle-Aquitaine qu'en France (15% contre 20%) et que cette dernière est plus en demande pour ce qui est des secteurs études/recherche et développement, commercial/marketing ou production industrielle/chantiers (14% contre 10%). Toutes ces données, si elles ne reflètent bien sûr pas la santé de l'ensemble du marché de l'emploi, permettent à la déléguée régionale de déduire que "notre région reste l'une des plus attractives au plan national. Ce sont les flux migratoires qui alimentent beaucoup les candidatures. Les personnes qui arrivent dans notre région sont des personnes qui ont les profils spécifiques recherchés par les entreprises ou sont en mobilité géographique parce qu'elles ont été recrutées. Elles arrivent en famille, d'où la problématique de l'emploi de la deuxième personne qui reste une réalité. Si la mobilité géographique relève d'un projet familial, les personnes vont rester parce qu'elles vont s'adapter. Par contre, si elles arrivent avec le souhait de poursuivre une carrière professionnelle sur leur dynamique précédente, ça peut être plus compliqué, et certaines feront donc le choix de repartir. La mobilité est un facteur important qui caractérise notre marché : la taille des entreprises fait que l'évolution au sein d'une même entreprise sur une zone géographique donnée n'est pas toujours si simple, sauf dans la métropole bordelaise. La création nette d'emplois ne suffit pas à absorber le flux migratoire".

Encore des freins à lever

Danielle Sancier note quand même un chômage chez les cadres qui "redevient structurel comme il l'était avant la crise de 2008. Un certain nombre de cadres sont loin du marché de l'emploi parce qu'ils ont des compétences relativement éloignées de celles recherchées par les entreprises, notamment les compétences techniques. Une des actions de l'Apec, c'est de chercher à réduire ces écarts. Quand on peut, il y a des entreprises qui jouent le jeu et élargissent les profils recherchés". Ce sera tout l'enjeu, par exemple, d'une nouvelle édition du salon du recrutement qui se tiendra en novembre au Hangar 14 à Bordeaux, où d'événements dédiés tenus deux à trois fois par an dans divers lieux de Bordeaux (le dernier s'était par exemple déroulé à La Grande Poste) dans un contexte plus informel. Ces derniers devraient être des baromètres importants pour mesurer une confiance des entreprises toujours bien établie : en France, 63% des entreprises de plus de cent salariés "ont recruté au moins un cadre" au troisième trimestre, soit une hausse de trois points en un an.



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur aqui.fr le 20/02/2019

[Url de cet article](#)